

Convention collective

**IDCC : 8252. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX
(Basse-Normandie)
(19 décembre 1989)**

(Etendue par arrêté du 13 août 1990,
Journal officiel du 30 août 1990)

AVENANT N° 61 DU 24 MARS 2015

NOR : AGRS1597139M

IDCC : 8252

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

La FGA CFDT de Basse-Normandie ;

L'UR CFTC-Agri de Basse-Normandie ;

La FGTA FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'article 27 de la convention collective afin d'y intégrer le dispositif de portabilité.

Article 1^{er}

Le sous-paragraphe 1 « Cotisations » du paragraphe IV « Dispositions communes » de l'article 27 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » est remplacé par les dispositions suivantes.

« 1. Cotisations

Les taux de cotisation afférents aux garanties de prévoyance sont :

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX de cotisation	PART employeur	PART salarié
Incapacité temporaire de travail, dont : – maintien de salaire (mensualisation) – hors mensualisation	0,86	0,51 –	– 0,35
Assurance des charges sociales patronales	0,21	0,21	–
Invalidité	0,66	0,33	0,33
Décès	0,42	0,21	0,21
Total	2,15	1,26	0,89

Article 2

Le paragraphe IV précité est complété par les dispositions suivantes :

« 5. Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi. Ces dispositions figurent pour information en annexe à l'avenant n° 61 du 24 mars 2015.

Pour bénéficier de la portabilité des droits, le demandeur d'emploi doit fournir, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention de la prestation, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet au 1^{er} juin 2015. Si l'arrêté d'extension est postérieur à cette date, il entrera en vigueur au premier jour du trimestre suivant l'extension.

Toutefois, l'article 2 du présent avenant prend effet à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence.

Fait à Caen, le 24 mars 2015.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité (*art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale*)

« Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »